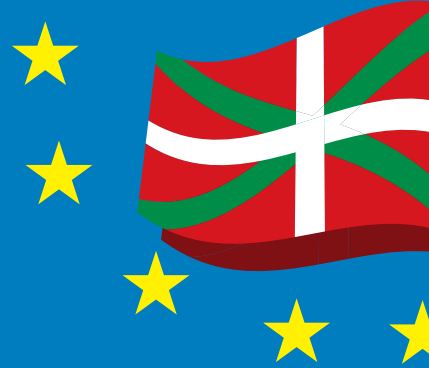


LEMA

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !



N°131 - Février 2009ko Otsaila

MENSUEL : 2 €

**Laborantza
Ganbara**

p. 2

**Baigorriko
ikastetxea**

p. 5

Aitor Arandia

p. 8-9

Lema eguna

p. 19

Iñigo Urkullu un an de présidence

www.eaj-pnb.eu



Paco Arizmendi :

« L'État devrait finir par reconnaître Laborantza Ganbara »

Paco Arizmendi, président du biltzar de Basse-Navarre-Soule et conseiller municipal à Donibane Garazi réagit à l'action en justice du préfet contre Laborantza Ganbara.

Que penses-tu de l'activité d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara ?

Nous soutenons Laborantza Ganbara en l'intégrant dans une vision politique générale. Dans l'Europe qui se construit bon gré mal gré, nous continuerons à connaître une répartition des pouvoirs. Laborantza Ganbara préfigure des institutions qui représenteront le Pays basque et son agriculture. Des pays à forte identité comme le nôtre ont toute leur place dans cette Europe qui se met en place doucement. C'est une revendication, un défi qui arrive peut-être un peu tôt pour certains, mais qui est inéluctable. L'État devrait finir par reconnaître Laborantza Ganbara. Comme dit notre lehen-dakari "Notre peuple est millénaire"... nous revendiquerons toujours le droit à nous organiser et à nous structurer.

L'État français montre-t-il sa rigidité ?

L'État français a du mal à accepter cette évolution des territoires qui se construisent. Il se crispe et se trouve en décalage avec l'évolution logique des choses. Il s'accroche à sa souveraineté mais il devra bouger et se régionaliser tôt ou tard. Il serait d'ailleurs intéressant de connaître sa vision sur l'Europe de demain.

Sarkozy montre plutôt le retour en force de l'Etat ?

Il a une vision très parisienne de l'Etat où le recentrage vers les régions vide les territoires des moyens de décider. Il centralise vers les capitales régionales sous le contrôle de l'Etat. Laborantza Ganbara est un organe de proximité d'un territoire qui dérange. Elle touche au phantasme de l'unité française, échappe à ce monde sous contrôle et devient gênant. Sarkozy nous propose une France tournée vers le pouvoir parisien à plus de 800 km de notre territoire historique et nous, naturellement, nous regardons ailleurs...

Que penses-tu de ce procès ?

Nous sommes dans la catégorie de ceux qui soutiennent Laborantza Ganbara dans le cadre de la nation basque. Le monde agricole dispose désormais d'une structure à l'échelle du Pays basque nord qui souhaite fonctionner comme une Chambre d'Agriculture. Nous revendiquons ce droit. Des agriculteurs la reconnaissent même comme leur Chambre. De là à être une Chambre d'Agriculture bis comme le reproche l'État ! Il masque ce procès politique par des arguments juridiques. Il fait de l'objectif affiché la réalité. Tant que Laborantza Ganbara aura un statut associatif, elle n'aura ni les moyens ni les compétences de l'Etablissement Public officiel qu'est la Chambre d'Agriculture départementale.

Qu'apporte Laborantza Ganbara au Pays basque intérieur ?

Elle a créé 10 emplois et une activité nouvelle dans les projets menés sur l'agriculture durable. Le soutien important des élus n'est pas anodin. En milieu rural, nombre d'entre eux sont convaincus de l'utilité de Laborantza Ganbara. L'Etat se concentre sur la dimension politique de cette expérience en oubliant l'activité professionnelle novatrice de cette association. Il se coupe une nouvelle fois du terrain.



Laborantza Ganbara est-ce la voie à suivre ?

Elle montre la direction mais attention à un danger nombrilliste. Les productions fermières, l'agriculture bio, le centrage sur les petites exploitations sont certes des atouts à développer. Cela doit aller de pair avec une réelle ouverture vers d'autres entreprises agricoles ou agroalimentaires qui partagent l'idée de l'agriculture paysanne malgré leur dimension. Elles sont des acteurs incontournables et sont indispensables à la majorité des agriculteurs. Je pense notamment aux laiteries ou au centre ovin d'Ordriarp. Comme tout enfant qui grandit, Laborantza Ganbara traverse une épreuve dans sa croissance. Elle deviendra un bel adulte dans sa pleine maturité.

EAJ-PNB soutient Euskal Herriko Laborantza Ganbara

EAJ/PNB soutient le projet d'EHLG qui est remis en cause lors du procès du 29 janvier 2009. Le motif du procès, l'intitulé en basque Euskal Herriko Laborantza Ganbara, soit la chambre d'agriculture du Pays basque nous étonne : serait-ce la reconnaissance officielle de notre langue ?

Au-delà de ces considérations linguistiques il faut reconnaître que cette association est sou-

tenue fortement par le monde rural du Pays Basque. Elle rend d'importants services aux agriculteurs et prône une agriculture paysanne et durable. Son existence est la preuve de la nécessité d'un tel service. Si cette structure doit vivre ou disparaître, c'est aux utilisateurs eux-mêmes de le décider. C'est un principe de base démocratique.



Quitte ou double ?

Douze ans déjà. Douze ans depuis que LEMA existe dans le PAL, le paysage audio-visuel local. Un mensuel qui a connu une progression constante et régulière au fil des temps, grâce au dévouement de ses rédacteurs bénévoles. Sans bien sûr atteindre le niveau des professionnels, car tel n'était pas son but, il a tenté d'apporter un éclairage différent sur l'actualité tant en Pays basque nord que sud. Il continuera dans cette entreprise, notamment à un moment où de nouveau Euskadi est à la croisée des chemins.

Le choix crucial

L'avenir est-il basque et modéré ou bien espagnol et socialiste ? D'un côté Juan José Ibarretxe expert en économie de l'autre Patxi Lopez militant socialiste avide de pouvoir. Le parti socialiste ouvrier espagnol est gêné par cette élection. En effet son programme pour Euskadi, pour le peu qu'on en connaisse, est à l'opposé du programme du PSOE en Galice où il devra former une alliance avec les nationalistes galiciens s'il veut garder le pouvoir. Comment développer une même ligne politique avec une philosophie aussi diamétralement opposée ? Entre l'accord avec le BNG galicien et le PP basque, comment trouver une cohérence dans les choix ?

Car si le PS a besoin des nationalistes galiciens, il aura le même jour besoin de la droite espagnole en Pays basque ! Droite espagnole conduite par le biscayen Antonio Basagoiti qui exige déjà trois ministères

au gouvernement basque pour pouvoir apporter ses voix à un candidat socialiste : l'intérieur, la culture et l'éducation. Cela signifierait une répression accrue contre le fait basque d'une part : On voit que la seule répression policière n'a pas apporté les résultats escomptés : Aznar avait promis la disparition d'ETA et hélas ETA est toujours là. Car la solution est politique aussi et le PP ne l'entend pas ainsi.

D'autre part, donner au PP la culture, cela entraînerait la fin des subventions pour la langue basque. Finis, entre autres, le théâtre, les pastorales, la presse en euskara. Fini aussi l'argent consacré à l'école en basque.

Iparralde aussi touché

Et là Iparralde est concerné au premier plan. Combien d'initiatives, combien de projets disparaîtraient complètement chez nous, faute de subventions du gouvernement basque, si le PNB ne gagne pas. Déjà en 2001 le peuple basque s'était mobilisé pour s'opposer à un certain Mayor Oreja, qui revient cette année mais pour les élections européennes. Voter Patxi Lopez peut paraître tentant pour qui aime le changement pour le changement. Mais attention à ne pas jouer l'apprenti sorcier et se retrouver avec un Patxi Lopez, arbre qui cache la forêt rigide-ment espagnoliste. Le pompier pyromane, la politique du pire que d'aucuns envisagent n'apporterait que ressentiment et régression pour le Pays basque. Au nord comme au sud.

OBAMA PRESIDENTEA



Son élection même est déjà un bilan !



280 000 basques

Selon les dernières estimations de l'INSEE, il n'y aurait pas loin de 280 000 habitants en Pays basque nord. Une population en augmentation de 6,5% entre 1999 et 2006. Mais ce chiffre cache des disparités que l'on connaissait déjà. Si le BAB se renforce, sa ceinture proche fait encore mieux, alors que la Soule connaît toujours des problèmes avec sa démographie. Le changement vient de la Basse Navarre, dont la population après avoir stagné repart à la hausse grâce notamment à ses bourgs centres. La palme revient à Orzitaitze (+ 14%) et à Iholdi (+ 9%). Baigorri (+ 4%), Garazi (+ 2%) et Donapaleu (+ 3%) ne tirent pas trop mal leur épingle du jeu. À contrario, des petits villages continuent de perdre des habitants. La tendance au renforcement des bourgs importants se poursuit donc.

En Soule Xiberoa, la question démographique reste préoccupante avec une stagnation de sa population. Si celle du canton de Mauléon progresse, ce n'est pas le cas de celle du canton de Tardets. C'est d'ailleurs le seul canton du Pays basque à perdre des habitants ! Sans surprise, la côte s'en sort plutôt bien. Baiona (+ 9%) et Angelu (+ 6%) continuent leur progression, notamment pour la capitale qui dépasse désormais les 45 000 habitants. Seul bémol, Biarritz perd des habitants (- 10%). Même si ces chiffres sont contestés du côté de la station balnéaire, il reflètent néanmoins une nette tendance à la baisse.

Du côté de la Bidasoa on a le sourire puisque Hendaia compte désormais 14 437 habitants. Son voisin plus au nord, Donibane Lohitzun, gagne 3% de population alors que certains craignaient une stagnation.

Mais les champions toutes catégories du boom démographique sont installés dans la ceinture du BAB. Basusarri explose (+ 32%), Arbona également (+ 29%), alors que du côté de Milafranga (+ 22%) et de Senpere (+ 18%) on voit l'avenir en rose. Confirment encore cette bonne santé de la ceinture du BAB, Mugerre et Hiriburu qui voient leur population augmenter de 17% chacune.

Compter, ça coûte !

Certaines communes vont donc recenser leurs habitants cette année. C'est une compétence de l'État et oh, surprise ! les communes qui ont fait le calcul se sont rendues compte que c'est l'État qui passe commande, mais que c'est elles qui mettent la main à la poche.

C'est le cas du maire de Maule, Michel Etchebest, qui a vite fait ses comptes : « *En 1999, c'est l'État qui avait réglé la facture du recensement. Cette fois-ci, l'état nous a promis 6000 euros pour l'organiser. Mais lorsqu'on fait le total, le compte n'y est pas : 10 agents recenseurs recrutés et une secrétaire de la mairie mise à disposition, cela fait une facture de 14 000 euros pour la commune. Moins ce que nous promet l'État, cela fait 8 000 euros à notre charge !* ».

Pas mauvais payeur pour un sou, l'édile maulet se désole surtout de la destination de l'argent ainsi économisé par l'État : « *S'il s'agissait d'un véritable transfert de compétences et de charges d'un côté et que l'État en profitait pour rembourser une partie de sa dette de l'autre, j'y adhérais. Mais là, on reste dans le cadre de l'entreprise France, qui accentue son déficit budgétaire et qui fonctionne toujours ainsi, quelle que soit la situation économique ou la couleur politique de son gouvernement. Et c'est inquiétant pour l'avenir !* ».

La nouvelle semaine

Cela a failli passer inaperçu, mais l'hebdomadaire La Semaine du Pays basque vient de vivre une petite révolution. L'hebdomadaire fondé par Roland Machenaud sur une ligne éditoriale franchement euskalzale avait été racheté par le groupe Sud Ouest. Des directeurs qui s'étaient succédés à sa tête, on retiendra Christian Aguerre qui avait fait opérer à La semaine un virage nettement « jacobin ». Depuis, La semaine avait perdu un peu de son âme et des lecteurs.

Mais en ce début d'année, le groupe de presse Sud-Ouest semble s'être retiré et c'est une Sarl, dont le gérant est Hubert de Casiou, qui a en charge l'hebdo. Et autre révolution, c'est un duo au féminin qui dirigera la rédaction, Stéphanie Duval et Colette Larraburu (bien connue dans le monde culturel et de la presse). Un duo qui aura la lourde tâche de rendre des couleurs à La semaine (tous nos encouragements !), dans une conjoncture difficile pour la presse en général.

Barkoxeko maskaradak

Les amateurs des mascarades souletines iront cette année à la rencontre de la jeune troupe de Barkoxe. C'est une cinquantaine de jeunes du village, situé à la lisière du Béarn, qui s'est élancée dans un périple à travers la Soule. La tradition est respectée avec les beltz, les aitzindari ou encore les chants des Xorrotx, mais il y a aussi quelques personnages qui sont de retour comme hartza, apezza ou buhamesak.

Le programme est immuable : arrivée le matin dans le village visité et début des barrikada. Dans chaque quartier, les habitants offrent boissons et pâtisseries alors que la troupe chante et danse. L'après-midi vers 15h30 (prévoir le quart d'heure souletin), représentation des mascarades avec chants et danses mais aussi jeu des acteurs dont les fameux discours de Kabana qui égratignent les habitants des villages traversés.

Après avoir démarré à domicile sa « tournée », la troupe s'est rendue à Eskiula, Ezpeize et sera à Urdiñarbe le 1^{er} février, Atharratze le 8, Muskildi le 15, Altzürükü le 1^{er} mars, Ligi le 8, Maule le samedi 14, Larraine le 22, Idauze le 29 et Barkoxe le 12 avril pour la dernière.

Soutien scolaire

L'enseignement en langue basque reste une des priorités du gouvernement autonome basque. Une nouvelle preuve a été apportée à Baigorri, avec le soutien financier du gouvernement de Gasteiz au nouvel ensemble scolaire qui réunira l'école St Joseph et le collège Bil etxea. Commencée avec le don d'un terrain par M^{me} Bombet, l'aventure de la nouvelle école catholique de Baigorri se poursuit avec l'union des institutions telles que le gouvernement basque, le Conseil général, les collectivités locales et bien sûr l'enseignement libre et les associations de parents d'élèves. Ce sont d'ailleurs Jean Marc Aphaule, directeur diocésain de l'enseignement catholique, et Patxi Baztarrika, au nom du gouvernement d'Euskadi, qui ont symboliquement posé la première pierre du futur édifice. Une nouvelle école, acte de foi dans l'enseignement bilingue et dans l'avenir de la vallée de Baigorri (lire page suivante)...



Antton Curutcharry :

« Eusko Jaurlaritza beharrezkoa izan da »

Antton Curutcharry, Baigorriko kolegioaren historia erakaslea da. Tokikoa, jarraitu du ikastetxe berri baten sortzeko asmoa, duela 15 urtez piztua, tresna on baten ukaiteko. Berrikitan proiektua aintzinatu da eta laster aspaldiko ametsa errealitatea bihurtuko da.

Ikastetxe berriaren beharra sekuritate eta araudien errespetatzeko pentsatua izan da. Hori zen lehen arrazoina ?

Duela 15 urte emazte batek bere lurra eskaini zuen ikastetxe berri baten egiteko. Horrela sortu zen gure asmoa. OGEC, Baigorriko San Josepe, ama eskola eta lehen mailakoa eta Bil Etxea, kolegioa kudeatzen zituen bainan parroquia zen eskola horien lurren jabea. Egia da sekuritatearen aldetik hortaz arduratzen zen batzordea begiak hesten zituela, eskola horiek aspaldikoak eta zaharregi zirelako.

Zoin izan dira lehentasunak egitasmoaren egitean ?

Bereziki baldintza hobegoetan izaita, ezinbesteko zerbitzu berriak ikasleei eskainiz. Orain arte aurkitzen etziren azpiegiturak baliagarri izanen dira, hala nola : informatika gela bat, teknologia tallera, haurrentzat psikomotrizia, kolegioan, kirol azpiegiturak, pilota plaza bat bezala, bainan ere jantoki bat.

Aphaule jauna, diozeziako zuzendaria eta Baztarrika jauna elgar agurtzen



Zoin hobekuntzak ekartzen ditu bi eskolen juntatzea ?

Burrasoentzat lehenik, ainitzek beren haurrak behar zituzten eraman bi eskoletarat. Aldiz, orain errextasuna ekartzen du Baigorriin direnentzat toki berean haur guztiak ekartzea.

Haienez ere beste lasaitasuna izanen da jakitea toki seguruago batean izanen direla nahiz eta beti hirigune erdian kokatzen den. Erakasleentzat hobekuntza bat izanen da ikasleentzako jarraipenean. Bereziki CM2 eta 6. mailako transizioa errexagoa izanen da lehen maila eta kolegioa toki berean izanez. Erakasleen arteko informazioa errestua izanen da.

Obratzea nola posible izan da ?

Lehenik nahi genuen egokitu tokia gure proiektuari eta ez alderantziz. Gure ametsak paper baten gainean ezarri ditugu trabarik gabe. Pundu baikor bat bagenuen. Bagenekien OGECeko 15 urteko kudeaketa onaren gatik ttantto ona bagenuela proiektuan sinesteko.

Ikastetxe berri hori lagunduko ote du Baigorriko ibarraren garapena ?

Egitasmo horretan sartu giren guztiak ibarraren geroari sinesten dugu. 15 urtez, fede hori dugulakotz dugu xutik ezarri egitasmo hau. Barneko kemen hori gabe etzen horrela jarraituko. Zuzenean ez du menturaz berritasun handirik ekarriko eragile ekonomikoentzat. Espero genuen tokiko janariak baliatzea haurren jatekoarentzat, bainan araudiak zorrotzegi dira, horren obratzeko. Bainan orokorki, ibar baten biziarentzat, beharrezkoa da horrelako gaurko ikastetxe baten izaita.

Eusko Jaurlaritzak, 300 000 euroko laguntza ekartzen du proiektuari. Euskararen garrantziaz aparte, zoin izan dira interesatu zaizkion beste elementuak ?

Lehenik, Eusko Jaurlaritza-ri esker proiektua desblokatu da. Bere sustengurik gabe ez ginen aintzinatuko. Gehiago dena oso eraginkorra izan da

laster erantzunez. Bere laguntza segurtatu eta, FDI, Diozeziako zuzendaritza katolikoa engaiatu da ere. Frantses legediarekin Frantses Institutio publikoek ezin dute diru publikorik ezarri ikastetxe pribatu batean. Halarik ere Kontseilu Orokorra berme bezala da proiektu hortan.



Echeolanea, OGECeko presidentea, bere hitzaldian

Bereziki gustatu zait Patxi Baztarrika, Eusko Jaurlaritzako arduradunaren hitzaldia estreina egunean. Argiki eta garbi mintzatu da. Ez da egun guziz entzuten arduradun bat euskararen alde hain argiki mintzo. Jakitea 300 000 euro etortzen direla hein handian euskararen sustengatzeko, emaiten digu ardura bat. Gure hizkuntza egunerokotasunik jalgitzen da garrantzi berezi bat hartuz. Egia da euskararen lekua handia izanen dela. Ikasleen ama eskolako 3 laurdenak eta kolegioko erdiak elebitasun sisteman sartuak dira.

Bestalde azpimarratu du ere baserriko eremuaren biziarentzat proiektuaren interes handia. Berak sinesten du Baigorri bezalako herrialdeen geroan. Denentzat, itxaropen handiko mezua.



En février, lisez cet entretien en français sur le blog : www.iparralde.eu



L'euro, dix ans déjà...

En ce début d'année, nous fêtons le dixième anniversaire de la naissance de l'euro. Même si le bilan apparaît plutôt positif dix ans après son lancement, l'euro est à la recherche d'un nouvel équilibre.

L'instauration de la monnaie unique en Europe le 1^{er} janvier 1999 a constitué un fait historique sans précédent ; mais les citoyens ont du attendre le 1^{er} janvier 2002 pour que cette révolution se matérialise dans leur porte-monnaie avec la mise en circulation des pièces et billets en euros, en remplacement du franc, du mark, de la lire ou de la peseta.

Un long processus

La mise en place de la monnaie unique avait pour objectif de mettre fin aux mouvements de change entre les pays de l'Union européenne, mouvements qui perturbaient le bon fonctionnement du marché intérieur. L'avènement de l'euro a été le fruit d'un long processus de convergence des économies des pays concernés, dans un objectif d'harmonisation des taux d'inflation, des déficits publics, des stocks de dettes publiques et des taux d'intérêt.

Dans les faits, et dans le cadre du rapport de forces entre les États-membres au sein de l'Union, cela a notamment permis à la France de reconquérir son indépendance par rapport à l'Allemagne qui dictait la politique monétaire de l'ensemble de ses partenaires avec la prééminence du mark.

Un succès incontestable

La monnaie unique a véritablement joué un rôle protecteur et a permis au seize pays de la zone euro d'échapper aux tourments monétaires qui ont emporté les unes après les autres les monnaies isolées. L'euro a ainsi permis d'éviter des dévaluations successives des monnaies nationales et d'empêcher les attaques spéculatives. Que se serait-il passé s'il n'y avait pas eu l'euro ces derniers mois ? Nous aurions assisté à une crise monétaire générale en Europe...

La meilleure preuve est que même les pays les plus réfractaires envisagent désormais d'adopter la monnaie unique : le Danemark souhaite mettre fin à la dérogation dont il bénéficiait, la Suède réfléchit, la Grande-

Bretagne s'interroge, ... jusqu'à l'Islande, qui en pleine faillite, veut rejoindre au plus vite l'Union européenne.

Par ailleurs, sur le plan international, l'euro est une réussite dans la mesure où il est devenu l'une des grandes monnaies de réserve mondiale, en capacité de rivaliser avec le dollar. Et cette identification de l'euro à l'Europe montre que la monnaie unique est perçue par le reste du monde comme un élément de l'identité et de la puissance naissante de l'Union européenne.



Le siège de la Banque Centrale Européenne

Encore du pain sur la planche

Pour autant, le pari est-il définitivement gagné ? Force est de constater que rien n'est acquis.

D'abord, l'euro est encore trop souvent utilisé comme un bouc émissaire facile des faibles performances économiques des États-membres, qui, en réalité, sont le résultat de politiques économiques inappropriées à l'échelle nationale.

En outre, même si elle est parvenue à assurer une stabilité intérieure, la monnaie unique n'a pas pu, à elle seule, créer de croissance ; la

politique monétaire n'étant qu'un des leviers de la politique économique. Force est de constater, également, que la zone euro reste encore trop souvent incapable de parler d'une seule voix sur la scène internationale.

Une nouvelle épreuve du feu

Surtout, l'épreuve de vérité ne fait que commencer. Certes, l'euro nous a protégé de la crise monétaire. Mais sera-t-il en capacité de nous protéger dans la durée de la récession économique qui s'installe ? La force d'une monnaie repose sur 2 piliers : la confiance et la stabilité. On peut dire, que l'euro a su inspirer confiance. Saura-t-il résister à la crise actuelle qui pousse les États à jouer chacun pour soi et à conduire des politiques économiques divergentes ?

Aussi, l'anniversaire des 10 ans mérite d'être fêté, mais dans le même temps, il est plus que nécessaire de rester lucide sur le chemin qui reste à parcourir.



Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers - 64100 BAIONA
Tél. : 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Resp. de publication : Philippe DULUC

Imprimerie Arizmendi
Design graphique / mise en page : Izar Design

Rédaction :

Fernando ALMANDOZ, coordination / antolaketa
Aitor ARANDIA, zoom / behakoa
Jean BARRENECHE, échos du sud / handik
Dominique BIADOS, économie / ekonomia
Ramuntxo CAMBLONG, coordination / antolaketa
Philippe DULUC, édito / sar hitza
Gorka, dessin, killika, xorrotx
Jean-Pierre ITHURBIDE, cap au sud / anaien berri
Jean-Marie IZQUIERDO, international / nazioartea
Jean-Claude LARRONDE, notre histoire / gure historia
Argitxu NOBLIA, société / gizartea
Beñat OTEIZA, vie de l'Alderdi / alderdiaren bizia
Manuel VAQUERO, dossier / azterketa

N° CPPAP 0608 P 11238



Le Bayonnais René CASSIN et les droits de l'homme.



Ce portrait se trouve sur les murs du Lycée de Bayonne.

Des générations de jeunes étudiants l'ont aperçu mais ils sont peu nombreux ceux qui ont retenu quelques éléments de sa vie et de son oeuvre.

Le combat pour la dignité humaine

Né rue de la Mairie (aujourd'hui Ducéré) en 1887, dans une famille de confession juive, à Bayonne, il a été blessé durant la Grande Guerre en octobre 1914. Invalide, il s'engage pour aider les diverses organisations d'anciens combattants. Il se dévoue auprès des orphelins de guerre et on l'a surnommé « père des Pupilles la Nation ».

En 1940, il rejoint le Général de Gaulle, à Londres, où il est chargé de la communication à la BBC et assura 140 émissions au nom de la France libre. Peu de gens savent que 8 membres de sa famille sur 28 mobilisés sont morts durant la Grande Guerre et que 28 sont morts sur le front ou en déportation durant la deuxième guerre mondiale de 39-45.

Les Droits de l'Homme - 1948

En 1945, il est co-fondateur de l'Unesco, à Paris dont il reste le délégué de la France jusqu'en 1958. Professeur de Droit et universitaire, il est chargé de la rédaction de la Déclaration internationale des Droits de l'homme. Vice président de la Cour européenne des Droits de l'homme, il est fondateur de l'Institut International des Droits de l'Homme de Strasbourg. Cette institution a été chargée de la formation d'avocats et juges des Droits de l'Homme.

C'est la « Déclaration Universelle des Droits de l'Homme » qui est adoptée en réunion plénière des Nations Unies en décembre 1948, il y a 60 ans. L'article 25 du projet Cassin précise : « *il est essentiel que les droits de l'Homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.* »

Le Prix Nobel de la Paix - 1968

Il reçoit le Prix Nobel de la Paix, le 9 décembre 1968, comme son prédécesseur français, en 1901 : Frédéric Passy.

Lors du Congrès de Rouen en novembre 1969, sur le thème « Développement économique de l'Arctique et avenir des sociétés esquimaux », il précise que « *Pour la première fois dans leur histoire, les Esquimaux de Sibérie, d'Alaska, du*

Prix Nobel bien mieux que les jeunes en Pays basque, en France ou en Europe.

De ce fait, il est le seul bayonnais à être inhumé en 1987, au Panthéon de Paris, plus de dix ans après son décès en 1976.

René CASSIN a écrit de très nombreux textes mais il nous faut surtout retenir quelques phrases comme :

« *Je crois que l'humanité ne doit pas désespérer de son avenir... le seul danger c'est que l'on soit blasé par les horreurs... Il n'y aura pas de Paix tant que les Droits de l'Homme seront violés en quelque partie du monde.* »

Il y a peu, Marc AGI, un de ses biographes les plus connus est venu à Bayonne donner une conférence dans le cadre d'un hommage préparé par l'association Bakea bai – Pour la Paix en Pays basque, tandis que la Bibliothèque municipale a présenté une très intéressante exposition.



Canada et du Groenland se sont donc rencontrés pour discuter de leurs affaires communes, problèmes d'identité, de propriété du sol et du sous-sol, questions d'avenir. Ils se sont vus aussi responsables de leur propre destin, mais il est plus : ils ont pris conscience des graves dangers qui les menacent comme sont menacées toutes minorités nationales dans le monde : dépossession de leur culture et de leur langage, dépossession de leur sol, pollution de leur territoire, atteinte à leur santé (l'Arctique, en cours d'exploitation notamment par les pétroliers, pose d'importants et graves problèmes d'environnement) ». Un secrétariat international des peuples du Nord a été ouvert à Paris, à la suite de ces journées du 24 au 27 novembre 1969. C'est comme cela que les élites en Alaska, Canada et Gröenland connaissent avec reconnaissance ce

Nous attendons maintenant les « Entretiens de Bayonne » du mois de mars au sujet des Droits de l'Homme pour avoir à nouveau l'occasion de réfléchir et à mettre en oeuvre toutes les voies possibles pour que les objectifs de René Cassin deviennent réalité.

La maison de sa famille « Rachel cotage » est encore debout dans le quartier nord

de Bayonne. Un centre dédié à la Paix pourrait-il y voir le jour sur le modèle de celui de Caen ?

Bio express :

Naissance 1887, à Bayonne,

- Combattant de guerre en 1914,
- Compagnon de la France libre en 1940,
- Président de la commission des droits de l'homme des Nations Unies,
- Vice président de la Cour Européenne des droits de l'Homme,
- Prix Nobel de la Paix en 1968.



Aitor Arandia (EAJ-PNB) : « L'euskara se développe à Bayonne »

Aitor Arandia est désormais le seul élu abertzale à la mairie de Bayonne. Sa nouvelle mandature est tout particulièrement consacrée à l'animation de la politique linguistique de la ville.

Quelle est la place de l'euskara dans l'action touristique de la ville de Bayonne ?

Elle est essentiellement liée à la communication. Occuper la présidence de l'Office de Tourisme permet d'aborder autrement l'euskara que par l'angle culturel. En partenariat avec la ville, l'euskara est utilisé sur le site internet de l'Office, dans les documents touristiques, les dépliants d'info et de promotion bien que 85 à 90% de notre public soit d'origine française. L'accueil téléphonique est également concerné. Depuis l'été dernier, la nouvelle signalétique patrimoniale a aussi une version en basque. Le principe est d'offrir dans la ville une signalétique d'orientation et d'information en 5 langues dont le gascon et l'euskara.

Cela a-t-il été facile à faire accepter ?

Au moment du choix de la communication, il a fallu utiliser des arguments en faveur des langues locales. L'accueil des touristes de proximité d'Hegoalde et l'appropriation par les habitants de leur propre histoire ont plaidé en faveur du basque. Ainsi, une fois la proposition et les arguments avancés, il n'y a pas eu d'objection. En pratique, c'était une gageure d'associer 5 langues, d'où un système de prisme pivotable sur les totems d'orientation et une documentation adaptée.

Quels sont les premiers résultats de la Convention en faveur de l'euskara signée entre la mairie de Bayonne et l'Office Public de la langue basque ?

Notre engagement politique date de 2006 avec la signature de cette convention. Les premiers résultats portent pour l'essentiel sur l'enseignement et la petite enfance. Bayonne avait déjà un peu d'avance avec l'installation des premières ikastola, celle du Polo Beyris, sur la rive gauche et Oihana ikastola et le lycée, à Sainte Croix, sur la rive droite. L'effort a porté sur les écoles publiques.

La priorité était de répartir géographiquement l'offre bilingue sur l'ensemble de la ville pour être au plus près des familles. La proximité est déterminante dans le choix de l'établissement. Il est plus pratique pour des parents d'inscrire leurs enfants dans une école proche de leur domicile.

Les écoles Jean Moulin et Jules Ferry proposaient jusque-là une section bilingue, en primaire, il y a deux ans, ce nombre a doublé puisque l'école du Grand Bayonne et celle de Malégarie se sont engagées en faveur du bilinguisme.

Quelles sont les perspectives ?

À la rentrée prochaine, Largenté se lancera à son tour dans le bilinguisme. L'enseignement privé catholique doit rattraper son retard. Le développement de l'offre bilingue à Bayonne a certainement eu une influence positive sur l'enseignement catholique.

Et dans les crèches ?

La crèche bascophone Luma a vu le jour, à Balichon. Elle est hébergée dans un Centre de Loisir Sans Hébergement occupé seulement durant les vacances. Les locaux ont pu ainsi être utilisés par la crèche durant les périodes scolaires. Ce projet associatif s'est concrétisé grâce



à une réelle volonté politique pour la promotion de l'euskara. En effet, si la mairie y avait été hostile, l'utilisation de bâtiments municipaux aurait été impossible. De plus, la demande des parents est forte et Luma fonctionne au maximum de ses capacités.

La communication de la ville a-t-elle évolué ?

Il y a des premières avancées. L'usage de l'euskara se développe sur les différents supports de communication de la ville : site internet, magazine municipal, communication événementielle, dossiers de presse, vœux... Petit à petit nous poursuivons aussi le travail au niveau de la signalétique routière.

Et le personnel municipal ?

C'est un axe majeur de notre politique car le taux de bascophones est extrêmement faible. Pour la première fois nous proposons une formation de 170 heures par an sur le temps de travail. Elle débute en janvier et concerne 30 personnes. Le coût n'est pas uniquement pédagogique. Il concerne également toute une réorganisation du travail dans les services des personnes concernées par la formation.

30 personnes, n'est-ce pas réduit au regard de l'enquête initiale ?

La formation est proposée selon le principe de volontariat. Nous avons donc interrogé l'ensemble du personnel et sur les 848 salariés que compte la mairie, 411 ont répondu favorablement. Bien évidemment il est impossible d'accéder immédiatement à toutes les demandes. Il a donc fallu faire une sélection selon plusieurs critères comme par exemple, le contact avec le public ou la répartition équilibrée entre les services.

Ces personnes s'engagent-elles à un résultat ?

Nous serons attentifs au suivi des cours. Il s'agit bien d'une formation professionnelle dans le cadre de leur fonction d'agent municipal. Ainsi, un éducateur sportif, par exemple, apprendra en priorité l'usage du langage de l'animation sportive. La formation est adaptée à chaque profil au sein de quatre groupes selon les niveaux. AEK, l'opérateur choisi suivra une grille d'évaluation pour mesurer les progrès en matière linguistique. Celui qui démarre à zéro aura un parcours de plusieurs années. Nous lui demandons ensuite d'être capable de pratiquer l'euskara dans sa profession.



Est-ce évident de gérer au quotidien l'application de cette Convention ?

Son existence est primordiale. Elle est la référence qui scelle l'engagement de la mairie en faveur de l'euskara. Au quotidien, ce sont parfois des mentalités et des pratiques à changer.



Aitor présente le premier cours de formation des employés municipaux en présence des professeurs

Comment se concrétise la mise en place de ces opérations ?

Une personne est salariée à temps plein par la mairie. Son cadre est évidemment la Convention, mais elle intervient également dans d'autres projets qui nous paraissent intéressants. Nous travaillons par exemple sur des services d'apprentissage du code de la route en bilingue.

À quel titre es-tu directement concerné ?

Je suis le responsable et l'animateur du comité de pilotage chargé d'appliquer la Convention en faveur de l'euskara.

Quels sont les autres élus impliqués ?

Les adjoints à la culture, aux finances, à la petite enfance, au social et au développement durable composent ce groupe qui se réunit une fois par trimestre. La ville de Bayonne intervient également à hauteur de 50 000 euros dans le financement du Syndicat intercommunal de soutien à la culture basque qui finance l'Office Public de la langue basque.

Quels sont les projets à venir ?

Tout est prioritaire tant le chantier est vaste. Mais un domaine est particulièrement en retard, celui de l'usage de l'euskara dans l'administration : État-civil, délibérations municipales, documents d'urbanisme... Le français, langue de l'administration est encore un dogme même s'il n'y a pas de blocage juridique. Le fait que le basque ne soit pas une langue officielle lui est

préjudiciable. Son officialisation permettrait la systématisation du bilinguisme.

Il faut poursuivre la signalétique bilingue des bâtiments municipaux, accélérer l'ouverture de filières bilingues. L'enseignement et la petite enfance est la clé de l'avenir. Le seuil minimum pour sauver une langue est fixé à 30%. Nous sommes encore largement au-dessous de ce seuil. Il faut redoubler d'efforts. Dans l'idéal, l'enseignement en basque devrait être généralisé. C'était un objectif du schéma d'aménagement et de développement du Pays basque en 1997. Plus de 10 ans plus tard, nous sommes loin de l'atteindre.

As-tu des regrets en particulier ?

La diffusion mal assurée d'Euskal Telebista est une catastrophe. ETB1 (généraliste en euskara) est souvent très mal captée notamment à Bayonne. Quant à ETB3, la nouvelle chaîne dédiée à la jeunesse, elle est soit pas captée soit méconnue. Or, chacun connaît l'importance de la télévision au quotidien et en particulier auprès du jeune public. Nous menons une action résolue sur l'enseignement et lorsque les enfants rentrent à la maison, ils ne peuvent pas tous regarder une télévision en euskara alors qu'elle existe. Il faut véritablement que l'Office Public de la Langue Basque traite ce problème en priorité en 2009, sur le plan technique bien entendu mais aussi en assurant la promotion de ces chaînes.

Quelles sont les autres priorités de ta nouvelle mandature ?

Il s'agit du développement touristique et des animations et événementielles. Nous avons élaboré un plan d'action en concertation avec tous les adhérents de l'Office de Tourisme. Cela concerne 250 professionnels du tourisme, des hôteliers, des restaurateurs, des propriétaires de meublés. Nous ciblons notre clientèle en Ile de France, à Toulouse et à Bordeaux. Nous allons mener une série d'actions de promotion pour attirer ces publics. On proposera par exemple un nouveau service d'information par téléphone portable. N'importe quel visiteur disposera d'une information sur l'hébergement, les loisirs, les restaurants, etc.

Et la clientèle du Pays basque sud ?

Nous insistons sur la culture et le patrimoine bayonnais et mettons en avant les événements pouvant l'attirer pour passer une journée ou un week-end. En fin d'année, malgré des améliorations à apporter, le renforcement des animations

autour d'Olentzero était de nature à l'intéresser. Au printemps, nous lancerons également le carnaval des carnivals qui reprendra l'essentiel de ce qui existe en la matière dans les sept provinces basques : des troupes se produiront, plusieurs expositions sont également prévues. Il s'agira de faire connaître la tradition du Pays basque. Nos voisins du sud seront heureux de retrouver ici dans « l'autre Pays basque » des éléments de leur patrimoine.

Y a-t-il d'autres animations spécifiques ?

Un nouveau timbre sera réalisé par la Poste sur le thème du chocolat bayonnais, en partenariat avec l'Académie du Chocolat. Cette opération est prévue le week-end du 23 mai avec le lancement à Bayonne du premier jour de l'oblitération.

Nous souhaitons également développer l'offre d'hébergement avec par exemple un hôtel flottant sur l'Adour ou un hôtel 4 étoiles autour de Jean Dauger.

Quelles conditions faut-il réunir pour que le vote abertzale progresse à Bayonne ?

Un énorme travail de pédagogie est à réaliser en changeant les mentalités à l'égard de l'abertzalismo. Beaucoup de préjugés subsistent encore chez les Bayonnais sur l'aspect passéiste de notre démarche et sur l'amalgame à la violence. Il faut clarifier, montrer pour l'essentiel qu'être abertzale aujourd'hui est une idée moderne et un projet démocratique, adapté à notre pays. Je tente de le montrer au quotidien dans mon activité d'élu à tous ceux qui croient en la politique.



Le trilinguisme est progressivement introduit dans la signalétique urbaine

Y a-t-il un socle identitaire suffisant ?

Il y a un réel attachement à l'identité et à la culture basque. Il faut le décliner à la politique. Passer de l'attachement culturel au soutien à un projet politique.



Un nouveau président, un nouveau style, une vaste campagne de réflexion Think Gaur Euskadi 2020, une période riche en événements. Retrouver un nationalisme institutionnel conquérant suppose un avec Iñigo Urkullu, l'actuel président de la direction nationale permettent d'analyser la situation act

Election à suspense

Voici une brève présentation du système politique basque, un rappel des faits marquants de la dernière législature et l'enjeu du rebond du vote abertzale.

Les institutions

Les élections au Parlement basque auront lieu le 1^{er} mars prochain. Le renouvellement de ce Parlement a lieu tous les 4 ans. Il constitue l'événement majeur de la vie politique, en Communauté autonome. La composition du gouvernement basque dépend de la majorité issue du scrutin.

Lors de la rédaction du statut d'autonomie de Gernika, adopté en 1979, EAJ-PNB a obtenu le principe d'institutions basques sur un modèle fédéral où la Biscaye, l'Araba et le Gipuzkoa disposent de la même représentation politique. Le poids démographique est pourtant très différent, l'Araba est peuplé de plus de 300 000 habitants, alors que la Biscaye a plus de 1 100 000 habitants. Mais chaque province dispose de 25 députés, soit au total 75 députés.

Les élections ont lieu au scrutin proportionnel à un tour, soit le mode de scrutin le plus démocratique qui existe, car le seul à refléter le mieux la diversité des sensibilités politiques. La culture de la négociation et du fonctionnement des institutions pérennise ce système.

La composition actuelle du Parlement et du Gouvernement

Suite aux dernières élections de 2005, EAJ-PNB compte 22 députés, le Parti Socialiste d'Euskadi, 18, le Parti Populaire, 15, la Gauche radicale basque avec EHAK, 9, EA, 7, Ezker Batua, 3 et Aralar, formation indépendantiste opposée à ETA, 1 député.

EAJ-PNB présent en coalition avec EA avait obtenu 468 117 voix soit 38,67% des suffrages, le Parti Socialiste d'Euskadi, 274 546 voix, soit 22,68% des votes, le PP, 210 614 voix, 17,40% des voix et EHAK, 150 644 voix, soit 12,44% des suffrages.

Une alliance EAJ-PNB-EA-Ezker Batua avait constitué le Gouvernement basque durant ces 4 dernières années, grâce au soutien de la députée d'Aralar, soit 33 voix et une majorité relative.

Une législature frustrante

Durant cette législature, les principales alliances se sont nouées avec le Parti Socialiste d'Euskadi, pour l'adoption du budget et certaines lois majeures. Le principal blocage tient à l'incapacité à régler le conflit politique avec ses deux facettes : la poursuite de la violence et l'absence de consensus sur l'avenir politique d'Euskadi. La trêve d'ETA avait soulevé un



immense espoir, trop rapidement déçu. La violence est toujours présente suite à la reprise des hostilités par l'organisation terroriste. Ibarretxe tenta alors de dissocier le problème de la violence de la question politique comme le prévoyait le processus de paix. Il proposa un calendrier précis initié par une consultation populaire. Tollé du PP et du PSOE qui refusèrent à Ibarretxe le rôle de leadership qui lui revient en tant que Lehendakari. La Cour Constitutionnelle, garante de l'orthodoxie unitaire espagnole interdit l'initiative d'Ibarretxe. Puis, la crise économique survint. La priorité est de la gérer au mieux pour favoriser le bien-être des Basques de la Communauté autonome d'Euskadi. Un plan anti-crise ambitieux a été adopté en concertation entre toutes les institutions basques.

Enrayer le déclin abertzale

La pré-campagne est marquée par une volonté d'affirmation de tous les partis politiques. Aucune coalition électorale n'est prévue. Malgré la proposition d'EAJ-PNB pour constituer un pôle électoral avec EA, cette formation politique a décliné la proposition et préfère tenter l'aventure d'un pôle dit souverainiste. Aralar et Ezker Batua se présentent également séparément.

L'enquête d'Euskobarometro réalisée en novembre 2008 indique une progression des socialistes qui talonneraient EAJ-PNB à 50 000 voix de différence et un nombre d'élus équivalents grâce à la « sur-représentation » d'Araba. Par rapport à la même enquête effectuée en mai 2008, la popularité des socialistes est en baisse. Il ne s'agit que de sondages. La vérité des urnes est souvent différente. Le scrutin de 2001 est là pour nous le rappeler. Néanmoins, inutile de nier une réalité. L'abertzalisme est en régression depuis près de 20 ans au profit du bloc espagnoliste PP-PSOE, en particulier dans les zones les plus urbaines.

	1986*	1990*	1994
Abertzale	57,02	58,20	56,44
PP-PSOE	30,45	28,17	31,54
	1998	2001	2005
Abertzale	54,61	52,84	53,44
PP-PSOE	37,73	41,02	40,08

* Les voix d'Euskadiko Ezkerra ne sont pas comptabilisées

Cela correspond-il à un déphasage de notre pensée politique au regard du monde actuel comme le prétendent les partis espagnols ? Les mouvements frères issus de la même famille de pensée subirait le même sort. Il n'en est rien. Au contraire, en Ecosse, au Pays de Galles, en Catalogne, en Galice, l'abertzalisme a progressé durant cette période. Ce sont des causes inhérentes au nationalisme basque qui expliquent ce recul.

EAJ-PNB a lancé une grande démarche de réflexion pour propulser la pensée nationaliste institutionnelle dans le XXI^e siècle. Il s'agit de Think Gaur Euskadi 2020. Quelque soit le résultat du scrutin de mars 2009, la rénovation de l'abertzalisme institutionnel est entamé. Espérons que le maintien au pouvoir soit toujours au rendez-vous pour la consolider.



une consultation populaire interdite, des élections majeures, le 1er mars prochain, EAJ-PNB connaît l'évolution qu'EAJ-PNB a entamé. La présentation de cette période pré-électorale et un entretien avec Juan Jose Ibarretxe.

Iñigo Urkullu : « EAJk behar diren zirrikitoak baliatuko ditu Euskal Herritarrek erabaki dezaten »

Iñigo Urkullu, EAJko EBBren Lehendakariari hitza emaiten diogu bere lehen urtearen balantzea egin dezan azken hilabeteko gertakariak aipatuz.

Duela urtebete EBBko Lehendakari bihurtu zinen. Nola pasa da urte hau ?

Eskerrik asko lehenik eta behin elkarrizketa egiteko erakutsi didazuen irrikiagatik eta EAJren E.B.B.aren presidente-urteurrenaren aukeraz baliatzeagatik. Buru-belarri murgildurik dagoen edonori gertatzen zaion bezela oso azkar joan zait aurtengoa atzera begiratu



ezkero. Nolanahi ere, hautatua izan nintzenean proposatu nituen helburuak direla eta gogoeta egin ezkero asko estimatzen dut, gora-beherak gora-behera, Alderdian orokorrean bizi den giroa. Badira oraindik sakondu beharreko urratsak baina ez delarik nire lana bakarria baizik eta hainbatena Euzkadi Buru Batzarrean gaietaz hitz-egiteko, eztabaidatzeko, gogoetak egiteko, informazioa puntualki elkar-gurutzatzeko..., etab. dugun joera eta jarreraz pozik nago. Urte bateren bueltan barne-hauteskunde prozesuak izan dira, Espainia-ko hauteskunde orokorrak, Frantzia-n ere izan direlarik hauteskundeak, orain Euskadi-ko Autonomia Erkidegoan izango ditugularik, Autonomia Erkidego-rako burutu dugun Think Gaur prozesua...eta gaitzatzeko politikagintzako ohiko kudeaketa etab... Oso urte bete baina emankorra aldi berean.

ETAko azken erasoek zer ondorio ekartzen dute Euskal gizartearen ?

Edozein atentatu edota erasok mina sortarazten duen bezela pertsonalki euskal gizartearen gehiengo bati barru-mina sortarazten dio gero eta gehiago. Bestetik, aspaldi lortu zuen ETA-k baina areagotu egiten da nazka sortzean euskal gizartearen. Eta Euskotar bezela argi dugu azken denbora bolada honetan, lortutako autogobernuaren ikurrik eta nagusien aurka joaz lortutako guztiaren aurrean ohi izan duten mespretxua erakutsi egin nahi dutela bere eraginpean dauden hainbati gatibu izaten jarraitzeko.

Martxoaren 1ko hauteskunderi begira, zer da EAJren berezitasuna ? Zer dira EAJ-ren programaren ardatz nagusiak ?

Hauteskunderi begira EAJ-k agertarazten dituen berezitasunak honako hauek direla esango nuke : Lehendakari abertzale bat izatekotan Juan Jose Ibarretxe besterik ezin dela izan. Beste aukera bakarria PSE-PP-ren arteko batuketa izango litzatekelako orain arte bere burua ezker abertzale bakartzat dutenek bere burua ezin badute aurkeztu.

Gauden egoeratan eta hurrengo lau urteei begira argi dugu, gure izatearen arrazoia delako, autogobernuaren garatzea Herri bat egiten jarraitzeko, bere gizartearen ongizate eta garapenean aurrerako bilakera bermatzea. Horretarako Konfidantza eta Jakin eta Egin dira Orain Inoiz baino Gehiago eskeintzen ditugun leloak bost erronka eta konpromiso nagusi helarazi nahi dizkiogularik euskal gizarteari :

- Ekonomia-krisi alditik ateratzea eta berreskuraketarako prestatu Berrikuntza, Berdintasuna eta Gizarte-Oreka, eta Hezkuntzaz konprometitunik.
- Pakearen alde lan egiten jarraitu. ETA-ren

ondorioz diren biktimekiko hurbiltasuna agertaraziz. Zeregin politikoan eta erakunde-ekimenean maila etikoa goratuz. Giza-Eskubideekiko kultura hedatuz gizartearen. Alderdion arteko elkar-bizikidetzaren eragozten edo ostopatzen dituzten gakoak gainditzea.

- Balioen gizarte bat eraikitzea. XXI.mendearen gizatiar izan behar den gizarte baten balioak. Bizikidetzaren, Askatasuna, Giza-Eskubideekiko errespetua. Norbanakoaren eta Taldearen erantzunkizuna, Berrikuntza, Elkartasuna, Lankidetzaren, Aniztasunaren aberastasunaz jabetzea...



- Autonomia Erkidegoa munduan kokatzea. Globalizatua den mundu honetan nortasun berezia duen Herri bat kokatu egitea akordioaren bitartez, gure erakunde-egituraren sendotzeaz, publiko eta pribatuak diren indarren elkar-lanaz...
- Politikagintza gizakituaz. Kultura politiko berri bat talde-lanean ekin egiteko, hiritarraren parte-hartzea garatuz. Politika eta gizartearen artean dagoen aldea murriztuz.



Alderdiaren sorrera bultzatu zuten helburuak hor dira ote ?

Jakina. Beti daude gure nolanhiko ekimenaren atzean. Bost erronka edota konpromisoetan ere islatzen dira. Herri bat gizarte-erakuntzaz egiten delako. Herri eredu bat eskeintzen dugulako proposaturikoetatik, hau da, gure buruaren jabe izatea, euskal erakundeek argi utzi dutelako guri dagozkigun erabakiak hartzea dela euskal gizartearen ongizate eta garapenerako berririk eta seguruena. Erabakiak maila eta arlo guztietan guk hartuz gura nortasuna zaintzen dugulako Herri-gisa eta mundu globalizatuan lehiatzen dugulako.

Urrian konsulta politikoa alderdien artekoa, proposatu zenuen. Xehetasunak ematen ahal dizkiguzu ?

Espainia-ko Auzitegi Konstituzionalak ukatu egin zuen Eusko Legebiltzarrak gehiengo osoz onartutako Galdeketa berezi baten legea. ETA dela eta Autonomia Erkidego-ko euskal gizarteak zerbait esan ahal izana eta, bestetik, alderdi politikook mahai baten inguruan bildu behar ote ginen arazo politikoa irtenbide bilatzeko asmoz eta euskal hiritarrengana jo egingo genuen lortutako zitekeen akordiaz galdetzeko zen Galdeketa Legearen baitan zegoen helburua. Gaur da eguna orain-



dik Legeari babesa eman genion alderdiok ondo aztertzen ari garena, politiko eta juridikoki, biderik ote dugun Espainia-ko Auzitegi Konstituzionalak erabakitakoa Giza-Eskubideetako Europako Auzitegian sala genezaken ala ez. EAJ-k bere esanguraz eta garrantziaz jabetuz jokatu du dituen zirrikitoak erabiliz Euskal hiritarrok galdetuak izan daitezenezko duten eskubidea gauzatu ahal izateko. Helburu horri ez diogu muzin egiten inola ere.

Krisi ekonomikotik ateratzeko zein da bidea zure ustez Euskadirentzat ?

Erakunde sendoak ditugu eta enpresa ondo egokituak eta prestatuak ere. Gure inguruan diren beste ekonomia batzuen aurrean gure enpresek pisu gehiago dute ekonomian. Horretaz baliatuz konfidantzaz, konpromisuaz eta ekinaz egingo dugu bidea lehen bait lehen egoera honetatik irtetzeko. Enpresaz-enpresa harremanak izanik eta orokorrean Euskal Erakundeen (Eusko Jaurilaritza- Aldundiak-Udalak) elkar-lana bultzatuz eta ez Madrilgoaren zai egonaz. Ez erakundeek burutuko dituzten ekimenekin baino ez (Ekonomiaren Abiadurarako Plana), ekoizpen ekimenen finantziaketa, inbertsio berrietan eta nazioartekotzan garatu ahal izateko neurriak, enpresen diru-erabilerrako neurriak, enpleguaren eusteari guztiz ezinezkoa bada ere berreskuraketa heziketaren bidetik etor dadin, norbere-lan ihardueraz, gaizki igarotzen ari diren eta igaroko dutenak ahaztu gabe eta horretarako babes-sistemarik eta aurrerakoiena onartu da Eusko Legebiltzarrean. Hauek dira lehen aipaturiko lehen erronka garatu egiten dituzten neurrietariko batzuk.

Euskadiri buruz, zer pentsatzen duzu ezker abertzaleek Euskal Herriko kirol selezioari buruz egindako kanpaina hortaz ?

Kirol Selektzioen ofizialtasuna-aldarrikapenaren inguruan gertatutakoa bere burua ezker abertzaleetaz dutenek ikur diren beste hain beste gaien inguruan eta gairekin egiten duten gauza bera gertatu da. Hau da, erabilpena. Manipulazioa gazteleraz esaten dena. Bai gaiena, pertsonena eta sentimentuena. Historia gaur beraiekin hasiko balitz bezala. Ez da oraingo kontua eta kontu bakarra, beraz. Oso triste da gertatzen dena euskarren inguruan, kirolaren inguruan,...etab. Selektzioen Ofizialtasuna aldarrikatzeko hainbat erabaki hartu gure artean historian zehar eta Madril-en diren erakundeetan aurkeztu eta defendatu egin dugu eta jarraituko dugu egiten. Beste kontu bat da ofizialtasunaz erakunde politikoei erabakitzen ote duten ala erakunde pribatuak ote. Nolanahi ere urtero izaten den partidaren inguruan bada alde bat bai ofizialtasuna aldarrikatu izatea baina bestetik hainbat elkarteri diruz-lagundu egin ahal izatea partida horretatik lortzen diruz. Nor dira jokalarik (kirolari) batzuk partida bat jokatu ala ez egiteko baldintzak jartzeko horren arduraduna Federazio bat delarik? Nor eta zer eta ofizialtasunaren aldarrikapenaren helburuaz

izena jartzeko baldintza gisa? Ez ote dute Ipar eta Hegoaldeko jokalariek jokatu orain arte? Gertatzen dena guzti honen atzean badela ideologia politiko batetik bideratutako plataforma batek bultzatu egin duela egoera nahasi hau ikur hauek erabiliz (oraingoan futbola, euskal jokalariek, selektzioa,...) beste interes batzuentzako gazteak, beste bidetik ezin dutelarik, erakarri egin nahi dituztela. Harrigarriena eta adierazgarriena izan zen nola kaleratu zen partida jokatu ez zutela-



ren erabakia jokalarien aldetik eta handik eta egun batzuetara eta aurpegiak eman gabe esan zuten izenarena bigarren mailako kontua zela. Zer dago, beraz, guzti honen atzean ?

Iparraldeari buruz, nola ikusten duzu etorkizuna, batez ere Hegoaldearekiko harremanetaz ?

Ez daukat batere ahaztuta EAJ-ren azken batzar Nagusian onartutako txosten politikoan dioguna ezta presidente gisa egin nuen nire lehenengo parte-hartze publikoan esandakoa Iparraldeari buruz. Ea guztiok eraiki beharko genuen egoera batek aukerarik ematen digun horretan saiatzeko. Gure xedea, diogu, euskal lurralde guztiak artikulatzea da. Iparralderako Euskal Herriaren Lurralde Kolektibitateko Estatutu bat nahi dugularik. Gaur egun Hegoaldearekiko harremanetaz ere Udalbiltza-Udalbideren bidea hor dugu baina oztopo besterik ez dugu aurkitzen azken hiru urte hauetan baita EA-ren-gandik ere. Bestetik, Euskadi-Akitania harremanen esparruko lankidetzaren bada tresna gisa erabiltzen jarraitu ahal izatekoa baina horretarako ere, ah ze garrantzitsua hurrengo hauteskunde autonomikoak irabaztea eta abertzalea den Lehendakari bat izatea !



**En février, lisez cet entretien
en français sur le blog :
www.iparralde.eu**



Communauté autonome basque

Elections

Le 9 mars 2008, la Chambre des Députés (Cortes) avait été renouvelée. Elle est composée de 350 élus. Avec 169 députés, le socialiste Rodriguez Zapatero a nettement remporté la victoire face au leader conservateur du PP (Parti Populaire) Mariano Rajoy. EAJ-PNB a perdu un siège et plus de 110.000 voix. Mais cela n'a pas empêché son rôle central puisqu'aucun budget ne peut être voté sans le soutien des députés du PNB. S'il s'agit d'une élection au niveau de l'Espagne traduisant un duel entre conservateurs et socialistes, entre « droite » et « gauche » mais où les centristes ont leur mot à dire. La fin de l'année a permis à Euskadi d'obtenir de nouvelles compétences grâce à la fameuse centralité du PNB. Tous les budgets des trois deputaciones, de Vitoria-Gasteiz et de Bilbao ont aussi été votés par le retour d'ascenseur du Parti socialiste. Seul San Sebastian-Donosti est en panne et ne pourra présenter de budget avant cette fin de janvier. Comment Odon Elorza va-t-il dépasser son isolement ?

Attentat contre EITB le 31 décembre 2008

La puissante bombe utilisée par l'organisation armée ETA, le jour de la Saint Sylvestre 2008, fait partie d'une série déjà longue d'actions violentes allant à l'encontre de la liberté d'expression en Euskadi. Elle conduit à effacer si possible une remarquable victoire du peuple basque obtenue au lendemain de la disparition du Général Franco. Le Ministre basque de l'Information de l'époque, Labayan, n'avait pas attendu d'obtenir toutes les autorisations administratives pour s'emparer des moyens d'expression modernes et créer les fondements de ce qui allait devenir Euskal Telebista, un lieu de libre expression, un site d'information plurielle, y compris un espace de tables rondes. Il osa. Cela ne fut sans doute pas du goût de ceux qui l'autre jour ont fait exploser l'édifice de Bilbao. Ainsi la liberté d'expression a-t-elle fait plusieurs fois au Pays Basque l'objet d'attaques de la part de « baillonneurs ».

Au mois de mai 2000, par exemple, Luis Lopez de Lacallé, collaborateur du journal Le Monde était tué à Andoain. L'année suivante, un paquet contenant de la dynamite explosait au domicile du journaliste de Zarautz, Gorka Landaburu. Le 8 juin dernier, 5 kg d'explosifs sont découverts dans les installations du Correo de Zamudio.

Le Lehendakari n'aura pas de procès.

Les rois mages tant fêtés et adulés au sud des Pyrénées, ont laissé en Euskadi cette année au chef du gouvernement, Juan José Ibarretxe, une convocation à se rendre devant le Juge de Bilbao le 8 janvier, pour répondre à l'accusation de « désobéissance ».

C'est ce qu'il a fait. Enfin ! La photo tant attendue et tant souhaitée par certains a été publiée. Celle d'un Lehendakari accusé d'avoir rencontré le chef de file de BATA-SUNA, bras politique de l'organisation ETA, afin de tenter d'ouvrir la voie de la paix à travers le dialogue.

Avec lui, le chef du Parti Socialiste PSE espagnol au Pays Basque, Patxi Lopez, se trouvait sur le banc des accusés, non loin des 5 membres de BATASUNA, dont 4 extraits à l'aube des prisons où ils se trouvent.

La durée de comparution n'a pas dépassé quelques heures afin de permettre aux avocats de développer les arguments de la défense.

Par la voix de son avocat, Ibarretxe avait souhaité que le jugement aille jusqu'à son terme. Rien n'est moins sûr, puisque 2 juges sur 3 ont décidé d'archiver le procès. Les associations espagnoles ont promis de faire appel. C'est ce que l'on verra.

Navarre

Promouvoir l'économie forale

Comme partout ailleurs en Europe, le principal souci du gouvernement foral Navarrais est de multiplier ses efforts afin d'activer tous les secteurs de son économie, d'aider au maximum les entreprises en difficulté et d'éviter le chômage.

Pour ce faire, des réunions se tiennent entre partenaires sociaux et administration pour parvenir à des accords. La société « Dana » du secteur automobile souhaiterait diminuer les coûts et réduire son personnel du centre Landaben de 71 employés. La discussion est serrée et l'accord tend actuellement à se faire. La société espagnole, en expansion aujourd'hui, est parvenue à la mise en place d'unité de production d'énergie solaire au Portugal, la plus puissante au monde, le parc Moura. Elle représente un investissement de 261 millions d'euros.

D'autre part, la Chambre navarraise de Commerce et d'Industrie s'emploie à développer ses activités commerciales aussi bien en Asie qu'en Amérique (Sud et Nord) ainsi qu'en Europe de l'Est.

La 2^{nde} rencontre de consultation internationale se tiendra bien à Pampelune les 13 et 14 février prochains. Enfin la Semaine Navarraise aux États-Unis aura lieu comme par le passé à New York et Boston les 20 et 27 février.

Avenir du parti conservateur Union du Peuple Navarrais (UPN)

Miguel Sanz cède sa place.

C'est le 19 avril, date du prochain congrès du parti UPN, que Miguel Sanz, actuel président du parti et chef du gouvernement de Navarre, doit se retirer.

Son souhait est de voir Yolanda Barcina, maire incontournable de Pampelune, lui succéder à la tête de l'UPN, tandis que le secrétaire général, l'omniprésent Alberto Catalan, se porterait candidat à la présidence du gouvernement foral. Toutefois, à ce jour, ce dernier ne dit rien de ses intentions. Il se contente de répéter de ci de là : « Il n'y a pas de nouveautés concernant ma candidature à la présidence du parti UPN ». Alberto Catalan se ferait-il désirer ? Miguel Sanz le presse de prendre sa décision dès à présent et de façon définitive. Ainsi, au mois de mars, Yolanda deviendrait présidente du parti et Catalan deviendrait candidat à la présidence du gouvernement Navarrais en 2011.

Pour mieux comprendre les dessous de la politique navarraise

La loi navarraise régissant la pratique de la langue basque et son enseignement selon les différentes zones géographiques de la province porte le nom de loi forale 18/86.

Plusieurs modèles d'enseignement y figurent dont le modèle D contenant le plus grand nombre d'heures en euskara.

Plusieurs communes situées dans l'agglomération de la capitale Pampelune-Iruña, telles que Noain, Galar, Aranguren et Beriain souhaitaient modifier l'article 5B autorisant d'utiliser le modèle D de la loi. Des enquêtes et des demandes auprès des citoyens avaient été effectuées à ce sujet et l'accueil s'était révélé favorable. Lors de la session parlementaire du printemps, Maria Vitoria Arraiza, membre du parti socialiste PSN, avait défendu le projet. Le résultat du vote fut de 25 voix pour (PSN, Union de la Gauche et Nafarroa Bai) et 24 voix contre (UPN et CDN).

La majorité absolue nécessaire de 26 voix favorables ne fut pas atteinte !

Lors de session automnale, le 14 octobre 2008, les débats ont repris. Cette fois les élus ont voté contre la proposition d'autorisation du passage au modèle D d'enseignement dans les 4 communes concernées. Que s'est-il donc passé ? C'est qu'entre temps, le parti conservateur UPN a conclu un pacte gouvernemental à Pampelune avec les socialistes de Zapatero.

En conclusion et sans entrer dans des détails inutiles, il faut retenir qu'en Navarre, pour ce qui touche de près ou de loin à l'identité basque, les partisans de celle-ci ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Et le mouvement Nafarroa Bai qui actuellement les représente sur l'échiquier politique a tout intérêt à s'en souvenir.



Jean Philippe Larramendy : "Regardez les Basques autrement"



Jean Philippe Larramendy est l'auteur du livre « être Basque aujourd'hui ». Il témoigne d'un pays trop peu et pas assez connu. La réussite en particulier du Pays basque sud interroge y compris le modèle français en cette période de mondialisation. L'auteur appréhende la réalité basque par un regard multiple sur ce territoire. Originaire du Pays basque nord, président de l'Institut France Euskadi, à Paris il y cotoie de nombreux responsables politiques et économiques. Il travaille également avec les Basques du sud, en particulier les Biscayens. Voici ses réponses à quelques interrogations issues de la lecture de ce livre.

Vous rejetez toute définition ethnique de l'identité basque en mettant en valeur " l'adhésion quotidienne volontaire ". La première partie de votre ouvrage met pourtant en avant les poumons de l'identité basque que sont l'attachement à la langue, au territoire et aux droits historiques, trois critères ethno-culturels. Cette adhésion quotidienne n'est-elle pas conditionnée à ces critères ethno-culturels ?

Dans notre contexte, je n'aime pas le mot d'ethnie. trop chargé, trop ambigu. C'est un terme plutôt utilisé dans le monde scientifique. Par exemple, on ne parle pas de l'ethnie française, mais de la nation française.

Cela me rappelle une intervention du Lehendakari Ibarretxe, à Paris, à propos de son projet de nouveau statut. Un journaliste lui demanda : « qui va voter ? ». Il répondit que toutes les personnes inscrites sur les listes électorales voteraient bien entendu, sans aucune discrimination. J'aime cette idée qu'il suffit d'habiter au Pays basque pour devenir basque.

La définition traditionnelle du Basque, euskaldun est celui ou celle qui parle l'euskara. Cette idée est déjà restrictive. Selon moi, il suffit d'être attaché à cette langue, sans forcément la pratiquer, ainsi qu'à sa culture, pour être Basque.

Le mono-culturalisme et la mono-identité française que vous dénoncez n'est-ce pas une dimension ethnique de la mentalité française, alors que la conception républicaine ressasé à souhait prétend le contraire ? N'y a-t-il pas un tabou ou une hypocrisie ethnique en France ?

Comme je l'ai dit, je n'ai pas recours à la catégorie d'ethnie. Il me semble plus fécond de réfléchir à partir par exemple de la théorie des 2 Frances, des 2 Révolutions ou des 2 Républiques. L'abbé Sieyès avait même une théorie qui distinguait l'aristocratie d'origine franque et le peuple d'origine gauloise.

Plus sérieusement, il est clair que le régime de la République, qui fait la quasi-unanimité en France, recouvre en fait deux conceptions très différentes et même antagonistes qui s'affrontent depuis plus deux siècles : celle de 1789 et celle de 1793 et de la Terreur. La « République de 1789 » est l'aboutissement des Lumières, des Droits de l'homme, de l'État de droit démocratique. Elle est bien représentée par la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, choisie en 1880 pour être le symbole de la fête nationale. C'est très curieux et révélateur que l'on ne parle jamais de cette date, représentant une France pacifique et unie dans la diversité de ses composantes. La « République de 1793 » est celle de la prise du pouvoir par les Jacobins. Elle est violente et intolérante. C'est une France divisée, entre des bons et des mauvais, entre Paris et la province, une France en confrontation. Le pouvoir central est bon parce qu'il détient seul la raison et la vérité. L'historien Rosanvallon résume bien cette conception en disant à peu près que la république jacobine, c'est une poussière d'individus égaux qui confient le pouvoir à l'État, seul garant de l'intérêt général.

Les dirigeants français sont souvent naturellement jacobins et sont nourris du principe de l'égalité des citoyens, d'où leur méfiance pour tout pouvoir intermédiaire (défendant nécessairement un intérêt particulier) qui pour eux enfreint ce principe. Voilà pourquoi, dans le droit fil de cette conception, la reconnaissance politique d'une identité basque est difficilement acceptable, d'où le rejet du département Pays basque, par exemple.

Cette République promeut bien une identité française ?

C'est une construction historique artificielle mise en forme au XIX^e mais qui a l'adhésion d'une grande majorité des Français. Génération après génération, s'est constituée une histoire de France, qui a enfanté un réel sentiment patriotique. Les guerres ont également fortement contribué à forger le sentiment national. N'oublions pas que

nos ancêtres sont morts pour la France comme en témoigne tous ces monuments dans nos villages. Des générations entières de Basques ont été marquées par cela. Mais aujourd'hui, cet édifice devient fragile comme en témoigne la difficulté à intégrer les communautés nouvelles. Avec la mondialisation et l'Internet, nous entrons dans l'ère de la multi-identité, du multi-culturel, du métissage. Les gens se construisent leur propre cocktail identitaire et ne se réfèrent plus à un héritage unique.

Dans ce cadre français actuel, l'idée d'une union politique basque a-t-elle un sens ?

Si vous entendez par union politique, l'indépendance des sept provinces d'Euskal Herria, cela me paraît aujourd'hui totalement illusoire. Ne serait-ce que parce que les situations diffèrent fortement dans les deux pays. En Espagne, la Communauté autonome basque et la Navarre sont reconnues comme des territoires historiques et même en tant que nationalité. Côté français, nous ne disposons même pas d'un outil institutionnel propre si ce n'est un pays Pays basque au nom redondant sans réels pouvoirs et à la pérennité fragile.

Il est clair cependant que les échanges se multiplieront entre les deux Pays basque au niveau des personnes, des entreprises et des institutions comme les CCI, les écoles, l'université... constituant peu à peu un "tissu" commun. La vitalité économique et culturelle du Pays basque d'Espagne est naturellement attractive. La dimension basque commune est bien entendu un atout important.

Pour vous, le département Pays basque est toujours un projet d'avenir ?

Ce serait certainement un progrès par rapport à la situation actuelle. Encore faut-il connaître les contours du département de demain. Dans la réforme en cours sur les collectivités territoriales, nous assistons à deux batailles. La première concerne l'État français et les collectivités



locales sur la répartition du pouvoir et surtout la capacité financière. La seconde se livre entre départementalistes et régionalistes. La question d'un département Pays basque entre dans ce contexte. De même que l'avenir des « pays » dont il convient de rappeler que les décrets d'application n'ont pas encore été publiés près de 20 ans après le vote de la loi. Choquant ! Les « pays » vont-ils survivre à la réforme en cours ? Pas évident du tout : que deviendra alors le pays Pays basque ? Il serait souhaitable que nos élus locaux apportent leur contribution aux réflexions de la commission Ballardur.

L'Institut France-Euskadi mène en ce moment un travail de recherche sur les compétences et le financement des institutions basques d'Euskadi pour contribuer par l'exemple basque au débat en cours en France. L'équivalent des



Le Palais des Congrès Euskalduna un des symboles de la rénovation urbaine de Bilbao et de la réussite des Basques du Sud

départements, les diputaciones ont la capacité de percevoir et de redistribuer l'impôt. Nous porterons un éclairage sur un certain nombre de questions qui à mon sens sont de faux débats comme la taille pertinente des régions ou l'échelon de trop à supprimer.

En Espagne également, ces échelons existent avec des communautés autonomes aux dimensions réduites et prospères sans qu'il n'y ait de problèmes. Les principales carences du système sont à mon avis, l'absence de clarté dans la répartition des compétences et des moyens et la plaie du cumul des mandats. Imaginer le maire de Bilbao, député à Madrid est absolument impensable.

Vous positiver le Pays basque avec ses réussites, ses conquêtes d'hier et son avant-gardisme actuel. Elcano, les Jésuites, Mondragon, le Guggenheim, les cluster, des exemples du Pays basque sud. Le Pays basque nord paraît nettement en retrait. Pourquoi ?

Il n'est pas totalement en retrait. Il occupe une grande place dans l'origine de la littérature avec

Detxepare ou Axular. La diaspora d'ici a également joué un rôle important dans l'histoire des Amériques.

Mais il est vrai qu'au regard de l'activité générée par le Pays basque sud, nous évoluons dans le ronron protégé du monde jacobin. Il y a heureusement des exemples d'initiatives comme par exemple (et il y en a d'autres) les ikastola, le mouvement agricole sous le feu des projecteurs actuellement ou celui du surf. Mais il s'agit un peu « d'expériences champignons ». Des démarches comme Pays basque 2010 et 2020 sont également intéressantes. Mais cela n'est pas comparable avec le volontarisme exceptionnel des Basques du sud. Nous n'avons pas l'équivalent (ni les moyens) d'un Jon Azua qui se rend à Harvard pour rencontrer et convaincre l'éminent professeur Michael Porter. La démarche des fameux clusters basques a pu naître à partir de cette rencontre. De même lorsque lors d'un fameux EBB du Parti Nationaliste Basque, Xabier Arzallus défend le projet du musée Guggenheim, il fallait un courage extraordinaire. Ce jour-là, l'EBB à la quasi-unanimité adoptait une décision déterminante. Qu'un parti nationaliste adopte un projet d'une telle envergure internationale, c'est remarquable car certains associent trop facilement nationalisme avec folklorisme et regards vers le passé. N'oublions pas qu'à cette époque en

1991, Euskadi comptait près de 20% de chômeurs, des secteurs entiers comme l'acierie étaient en grande difficulté. Investir 150 millions d'euros dans un projet culturel était d'une très grande audace proche de la provocation. C'est une belle histoire de vision et de courage politique à raconter.

Nous sommes marqués par deux traditions très différentes. En Pays basque de France, nous payons des impôts qui reviennent en partie sous forme de subventions. Le système en France fait de nos élus des quémandeurs de subventions. De l'autre côté, ils maîtrisent leurs impôts et sont responsables.

Cela se ressent y compris physiquement dans le rapport au pouvoir. Récemment, lors d'une réunion sur la crise économique, des hommes et des femmes discutaient d'égal à égal avec Mme Ana Aguirre, la ministre basque de l'Industrie. En Pays basque nord, le pouvoir est dans une posture de supériorité bien plus imposante.

Votre être Basque aujourd'hui semble liée à la réussite d'un peuple. La réussite est-elle nécessaire à la fierté identitaire ?

Je ne le pense pas : l'identité se forge dans la réussite, mais aussi (surtout ?) dans les épreuves.. Regardez les Palestiniens. On ne peut vraiment pas soutenir qu'ils sont dans une situation de réussite. Pour autant le sentiment palestinien est très puissant. De même, les Kurdes ont un sens très affirmé de leur identité sans être nécessairement un modèle de réussite J'ai mis en avant ces réussites basques essentiellement pour mieux les faire connaître. Il existe à Paris , dans le reste de la France et même en Iparralde, beaucoup d'ignorance sur le phénomène basque réduit soit au folklore, soit à la violence. Combien de fois n'ai-je entendu mon interlocuteur me renvoyer l'argument des subventions européennes pour expliquer la réussite de l'Espagne et donc du Pays basque. Rien n'est plus faux. Il faut le savoir.

Vous souhaitez une France fédérale et non la France jacobine actuelle. Vous qui cotoyez l'élite politique et économique française, est-ce une utopie ou une évolution possible ?

Je ne crois pas à une France fédérale. Cela constituerait déjà une grande avancée de renforcer le pouvoir des unités régionales (régions, départements, pays), de clarifier les compétences et de leurs donner les moyens correspondants à ces compétences. Nous en sommes encore très loin en France tant la mentalité jacobine est solidement ancrée. J'appelle de mes vœux une France qui écoute davantage, qui soit dans une gouvernance de bas en haut et non de haut en bas. Mais pour obtenir cela, il faut au minimum que les électeurs et les élus le réclament avec insistance, ce qui suppose un vrai changement culturel. Ce n'est donc pas pour demain. Mais raison de plus pour y travailler.

Vous terminez votre ouvrage en questionnant la compatibilité de la mondialisation avec le centralisme jacobin, à l'aune de l'exemple basque et notamment de son autonomie fiscale. Quels sont les principaux handicaps du système français dans le monde actuel ?

Le jacobinisme développe une mono-identité incompatible avec Internet et les échanges qui multiplient les identités et accroissent le métissage. Sur le plan économique, cette mise sous tutelle des Français les prépare mal à une mondialisation où il faut bouger, circuler, se battre pour réussir.



Euskadi valorise ses ressources

La gastronomie et l'environnement, deux ressources connues du Pays basque. Les Basques du Sud ont les moyens de les développer.

Saint Sébastien sera le siège d'une université pionnière en matière de Sciences de la Gastronomie

Saint Sébastien accueillera à partir de 2011 une Faculté de Sciences de la Gastronomie dans laquelle des professionnels du monde entier pourront obtenir un diplôme universitaire dans cette discipline. Ce centre universitaire innovant, soutenu par Mondragon Unibertsitatea (MU) et des cuisiniers basques de premier ordre, est né avec l'objectif de devenir l'un « des cinq meilleurs dans sa catégorie au niveau mondial », d'après les informations communiquées hier par l'institution universitaire.

Après un an et demi de préparation, le projet commence à se profiler. Ses promoteurs prévoient de l'implanter dans la capitale de Guipúzcoa, bien que le lieu exact où sera érigé son siège soit encore à définir. Il comptera deux ingrédients : une Faculté des Sciences de la Gastronomie et un centre de R&D+i. Dans la première, sera dispensée une formation universitaire - un cursus - de haute cuisine ou d'art culinaire, plus des masters. Dans le second, on se consacrera à la formation, la recherche et l'industrie gastronomique.

MU prétend combler « l'importante lacune » en offre de formation en matière de gastronomie basque et espagnole. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard, car lorsque le projet sera concrétisé, il s'agira de la première faculté dotée de ces caractéristiques dans l'État et de la seconde en Europe, - il en existe une autre en Italie. Les diplômes officiels accordés actuellement sont limités à la Formation professionnelle.

Bien que de nombreux points soient à concrétiser, l'université basque a déjà reçu l'appui des institutions étatiques et basques. Le Gouvernement basque, le Conseil provincial de Guipúzcoa et la Municipalité de Saint-

Sébastien ont déjà pris contact avec le Ministère des Sciences et de la Technologie, pour financer le projet, dont l'investissement reste à définir.

Le soutien des cuisiniers basques de référence comme Arzak, Berasategi, Subijana, Aduriz, Arbelaitz et Arguiñano est déjà acquis. « nous nous battons depuis 30 ans pour qu'un centre



de formation supérieur en gastronomie devienne réalité. C'est une bonne nouvelle » a confirmé l'un des restaurateurs dotés de trois étoiles au Michelin, Pedro Subijana, qui a participé au groupe de travail se trouvant derrière le projet. Selon lui, le futur centre devrait « briser les canons » et englober également « différentes disciplines d'humanités ».

Résumé de l'information publiée par Deia, le 16 janvier 2009

Le chiffre d'affaires du secteur de l'environnement représente 2,5 % du PIB du Pays basque

Le poids du chiffre d'affaires du secteur de l'environnement représente 2,5 % du PIB du Pays basque, un chiffre similaire à la moyenne européenne et supérieur à la moyenne de l'Etat qui se situe à 1 %. Ces chiffres ont été présentés par le président du Cluster des Industries de l'Environnement du Pays basque (Aclima), Javier Caño, et apparaissent dans « l'Étude de conjonc-

ture du secteur de l'environnement basque ». Le président d'Aclima a assuré que les entreprises regroupées au sein de l'association « todavía » ne se sentent pas concernées par la crise actuelle. « Les entreprises de traitements de déchets qui composent Aclima, étant en fin de chaîne de production de l'industrie, ne sont pas encore concernées par la crise. Si celle-ci est courte, elle peut ne pas les toucher ».

Caño a rappelé que la crise économique actuelle n'est pas une crise de l'activité de production, mais financière et de consommation, « nos industries ne sont pas encore touchées, bien que le chapitre des investissements prévus par les associés l'ait été, car le financement est ce qu'il est ».

Concernant l'avenir, le président d'Aclima est optimiste « cette crise peut être une opportunité et non une contrainte, si les entreprises, notamment celles de petite et moyenne dimension, commencent à le voir ainsi ». D'autre part, Caño a annoncé que le développement du secteur de l'environnement basque à l'avenir « sera étroitement lié à la mise en œuvre de la réglementation européenne par les institutions publiques basques ».

Les 87 entreprises du Pays basque qui composent Aclima ont facturé un total de 14,768 milliards d'euros en 2008, dont 1,734 milliard relève des industries qui travaillent dans le domaine de la préservation de l'environnement. Les responsables du cluster espèrent que pour 2009, la tendance ascendante du chiffre d'affaires se maintienne et « qu'il soit légèrement supérieur à celui de 2008, qui a été l'une des meilleures des cinq derniers exercices ».

Résumé de l'information publiée par Estrategia Empresarial, le 15 novembre 2008



De crise en crise (III)

Dans les deux précédents articles nous avons vu le caractère répétitif des crises financières et décrypté les mécanismes de la crise actuelle.

Vous allez me dire et le Pays basque dans tout cela ? J'y viens. Nous allons cette fois analyser les atouts dont dispose le Pays basque pour traverser cette crise.

Tout d'abord je voudrais rappeler que la Communauté Autonome Basque (CAB) a déjà traversé une crise sans précédent pendant les années 80. Au lendemain de l'ère franquiste, le taux de chômage avoisinait les 25%, l'économie était exsangue, l'outil industriel obsolète et la crise politique persistante.

La traversée de cette nouvelle crise ne se fera pas sans la protection d'une monnaie forte, un tissu économique performant et des institutions efficaces.

- L'appartenance à la « zone euro » a constitué ces derniers mois une évidente protection, un bouclier, qui n'a pas empêché d'être touché par la crise mais qui en a considérablement atténué les effets. J'en veux pour preuve le seul impact de l'envolée des prix du pétrole, payé en dollars, qui a frôlé la barre inimaginable des 150 dollars le baril. Seule une parité Euro/Dollar très favorable a permis aux pays de la « zone euro » d'encaisser sans trop de difficulté.

- La Communauté Autonome Basque (CAB) et la Navarre disposent d'un tissu dense et économique dynamique doté d'un haut niveau de technicité et d'ingénierie consolidé par le désormais célèbre réseau des « Clusters ». Ces fameux centres technologiques regroupant plu-

sieurs entreprises d'un même secteur d'activité, basé sur le principe de « l'union et le partage font la force ».

Le taux de recherche et développement (R&D) est ainsi passé de 1,47% du PIB en 2006 à 1,65% en 2007 rejoignant le groupe du Danemark, de la France, de la Belgique du Royaume Uni ou de la Norvège. De même, les prévisions de croissance pour 2009 sont de +0,6 à +0,7% du PIB (selon Eudel et Euskadiko Kutxa), contre - 0,6% pour l'Espagne. Le taux de chômage de la CAB passerait de 6,3 % en 2008 à 7,1% en 2009, alors que celui de l'Espagne passerait pour la même période de 12,1 à 16,1%.

Cette économie s'appuie aussi sur une forte ouverture à l'international, d'abord issue de l'émigration basque, aujourd'hui structurée par un solide réseau commercial qui fait que désormais 45% de la production de la CAB est vendue en dehors de l'Espagne.

Citons les exemples de la MCC (la Coopérative de Mondragon) qui est devenu le premier groupe Coopératif mondial et le BBVA qui, avec une capitalisation boursière de 32,5 Mds €, s'est hissée au 3ème rang européen au 10ème rang mondial des banques.

La CAB est devenue depuis 2007 la région la plus riche d'Espagne devançant même la Communauté de Madrid et avec la Navarre toute proche.

- Les institutions Basques issues du « statut de Guernica » de 1978 constituent désormais un modèle en Europe. Ce statut d'autonomie per-

met à l'exécutif Basque une maîtrise totale de sa politique budgétaire, économique et sociale. Ainsi le budget de la CAB est entre 10 et 15 fois supérieur à celui d'une région française de taille équivalente. Les ressources fiscales sont prélevées sur place (Députations), selon un circuit court, moins complexe et au final pour une utilisation plus lisible. Au plus près du terrain, les décisions gagnent en pertinence, en rapidité donc en efficacité.

Ainsi, la CAB fait désormais partie des 5 premières régions européennes les plus saines financièrement aux côtés de l'Isle de France, la Bavière, la région de Vienne et celle de la haute Autriche. Depuis 2007, les 2 plus grandes agences mondiales de notation financière, Moody's et Standart & Poor's, ont attribué à la gestion des finances publiques de la CAB la note maximale « AAA ».

Désormais le PIB par habitant de la CAB est supérieur aux moyennes Espagnole, Française et Européenne.

Enfin, dernier critère important, le taux d'endettement de la CAB est de 1,25% du PIB contre 64% pour celui de la France. Ce dernier critère est important afin de conserver une réelle marge de manœuvre dans la conduite d'une politique volontariste en situation de crise.

Euskadi (CAB) ainsi que la Navarre me semble armées pour affronter la tourmente. Et qu'en est-il d'Iparalde (Pays Basque de France) où les deux derniers critères ci-dessus sont inexistantes ?

Patrice Gouspy

WWW.IPARRALOE.EU



Selon Miren Azkarate, la porte parole du Gouvernement basque, il existe « une épée de Damoclès » sur le lehendakari Ibarretxe et les autres dirigeants politiques mis en accusation pour des réunions avec des membres de la gauche abertzale, tant que le Tribunal Suprême (à Madrid) n'a pas décidé du « classement définitif » de l'arrêt rendu hier par le Tribunal Supérieur de Justice du Pays basque.

Elle a également critiqué Fernando Ruiz Pineiro, le président du Tribunal Supérieur de Justice du Pays basque (TSJPB) qui « n'a tenu compte exclusivement que des arguments avancés par les avocats du Foro Ermua et De Dignidad et Justicia ». Ce juge instructeur n'avait pas pris part au vote sur le classement de ce dossier par le TSJPB, lundi.



Azkarate espère que la décision du Tribunal Suprême « ne sera pas un retour sur le banc des accusés du dialogue politique », comme l'a indiqué hier le Lehendakari devant les médias.



Histoire du nationalisme basque

Par Jean-Claude Larronde

Les Basques dans la Seconde Guerre Mondiale (III)

Les actions des Basques aux côtés des Alliés et dans la Résistance Française

Tout au long de la guerre, de nombreux Basques – suivant en cela les recommandations expresses du Président Aguirre – se mettent aux services des Alliés ou de la Résistance Française dans la lutte commune contre le nazisme.

Dès 1940, un réseau de membres du P.N.V. qui jusque là avait pour fonction d'aider les prisonniers basques, commence à recueillir des informations pour les alliés ; malheureusement, lors de l'entrée des Allemands à Paris en juin 1940, l'existence de ce réseau est découverte et les noms de ses membres communiqués par les occupants aux franquistes, une vingtaine de militants sont arrêtés en Espagne et leur chef, Luis de Alava sera fusillé à Madrid, le 6 mai 1943.

Le P.N.V. organise un service d'information très sophistiqué au service des Alliés : en particulier travaillent en contact avec les services secrets américains, José (« Pepe ») Mitxelena et Anton Irala ; avec les services secrets britanniques, Flavio Ajuriaguerra et Eusebio Zubillaga.

Après une réunion des cadres du P.N.V. au sommet de la Rhune le 15 août 1941, le système est tout à fait rodé à partir de 1942 et les informations transitent convenablement entre les États-Unis (José Antonio de Aguirre, Anton de Irala), l'État français (Pepe Mitxelena, Eliodoro de la Torre, Jesús Maria de Leizaola), le Pays Basque péninsulaire (Jesús de Solaún) et l'Etat espagnol (Juan Ajuriaguerra à partir de la prison de Burgos).

Manu Robles Arangiz, installé dans sa ferme de Briscous, mobilise ses amis syndicalistes d'ELA-STV (Solidarité de Travailleurs Basques).

En 1943, est organisé sur les directives du Président Aguirre un réseau basque de renseignement qui prend le nom de Gernika et se dédouble en un réseau à l'intérieur de l'Espagne et un autre en France occupée.

Pepe Mitxelena est chargé de l'organisation matérielle du réseau, Doroteo de Ziaurriz lui apportant son concours en tant que Président du Parti Nationaliste Basque.

En deux mois, de septembre à novembre 1943, sont mis sur pied un réseau de 46 agents et trois chaînes pour le passage du courrier en Espagne.

Les renseignements recueillis sont aussi abondants qu'intéressants : en 11 mois, de septembre 1943 à août 1944, plus de 60 courriers (soit plus d'un courrier par semaine) parviennent en Espagne.

En outre, le réseau Gernika prend des contacts avec des réseaux français.

Le Bureau Central est installé à Saint-Paul-Dax (Landes) ; le réseau a des agents à Paris, Angoulême, Bordeaux, Dax, Bayonne, Pau, Lourdes, Tarbes, Ossun, Saint-Jean-de-Luz et autres localités des Basses-Pyrénées.

Trois membres du réseau Gernika sont arrêtés par les Allemands le 8 juin 1944, à la frontière et déportés ; deux d'entre eux ne reviendront pas.



Le réseau Comète – qui s'emploie à partir de la Belgique à évacuer les pilotes américains, anglais, canadiens, russes, hollandais... vers Gibraltar d'où ils pourront gagner Londres pour continuer la lutte – reçoit en Pays Basque pour le passage de la frontière, une aide décisive : Ambrosio San Vicente, Martin Hurtado, le fameux passeur Florentino Goicoechea (qui fait franchir la frontière à 227 aviateurs) et deux femmes magnifiques de courage : Maritxu Anatol (qui sauve 39 juifs et 113 aviateurs) et Kattalin Aguirre, font partie de ceux qui s'illustrèrent dans les délicates marches en montagne, de nuit, pour guider les pilotes alliés.

Les contacts avec les consuls français, américain et britannique en poste au Pays Basque péninsulaire se font de plus en plus fréquents : Joseba Elosegui parvient à remettre au consul

américain à Bilbao, de la documentation secrète, parmi laquelle des plans de la côte de Normandie où devait avoir lieu le débarquement et des échantillons du sable des plages basques ; Flavio Ajuriaguerra fournit aux Britanniques des informations militaires (fortifications, emplacements de troupes...) et s'attache à créer un réseau d'agents basques aux services des Alliés en Amérique du Sud.

Dans les départements du Sud de la France, en particulier dans ceux frontaliers avec l'Espagne, les Basques sont nombreux au sein des guerilleros de l'Union Nationale Espagnole U.N.E. qui au nombre d'environ 30.000 s'emploient à des sabotages et à harceler l'occupant ; une grande partie du Béarn, des Hautes-Pyrénées, de l'Ariège et des Pyrénées Orientales sera libérée en août 1944 par ces troupes aguerries et bien équipées. Mais des différences stratégiques et idéologiques (l'U.N.E. étant plutôt pro-communistes) ne tardent pas à apparaître entre l'U.N.E. et les Basques : elles seront à l'origine de la création du Bataillon Gernika dans la deuxième moitié de l'année 1944.



Liburua

Conscience du plurilinguisme

M.Candelier, G.Ioannitou, D.Omer
et M.Th. Vasseur



Pratiques, représentations et interventions
Actuellement dans le monde, plus de six mille langues pour 220 États. Des statuts divers, des politiques linguistiques variées et parfois opposées, des expériences originales. Voilà ce que cet ouvrage tente d'illustrer concrètement, en rendant compte notamment des activités d'apprentissage dans un contexte plurilingue.

Presses universitaires de Rennes



Vivre à Paris ou à Saint Sébastien ?

Lema eguna lance un débat sur l'opportunité de travailler en Pays basque sud en présence de M^{me} Ana Aguirre, la ministre de l'Industrie du Gouvernement basque.

Trouver du travail en Pays basque nord n'est pas aisé. Cette évidence motiva de nombreux militants abertzale à créer des associations de développement économique pour pallier à ce mal social chronique. La situation s'améliore, mais les effets de l'économie tertiaire de cette



Ana Aguirre

région touristique sont toujours bien présentes. Faiblesse des emplois liés à l'industrie, à des métiers à forte valeur ajoutée bien rémunérée. Chacun connaît dans son entourage des personnes qui faute de mieux quittent le Pays basque pour vivre ailleurs. Direction Toulouse, Paris ou d'autres villes européennes voire américaines.

Travailler en Pays Intervenants basque sud

À quelques kms d'ici, la Communauté autonome basque connaît désormais une pénurie de main d'oeuvre. Leur marché est dynamique malgré la crise. Le chômage atteindrait au pire 9% mais surtout de nombreux postes ne seront pas pourvus. De nombreuses personnes qualifiées au nord, une économie dynamique et créatrice d'emplois intéressants au sud. La complémentarité est évidente. Pourtant, côté ANPE, aucune information sur ce marché porteur, à nos portes. Lema a décidé de consacrer un débat sur ce thème afin d'appréhender précisément les métiers porteurs aujourd'hui et demain, en Euskadi, connaître le parcours à suivre pour une personne du nord désireuse de travailler et le témoignage d'un travailleur frontalier qui a franchi le pas .

La date et le lieu de cette conférence seront annoncés sur :

- le blog : www.iparralde.eu
- le site : www.eaj-pnb.eu

M^{me} Ana Aguirre, ministre de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce :

Les métiers porteurs, en Communauté autonome basque

- le marché de l'emploi aujourd'hui
- les métiers de demain
- le profil des personnes recherchées en fonction de l'expérience ou de la compétence linguistique

M^{me} Virginie Brillant, avocate à Bilbao et membre de l'association Hemen :

Que faire pour travailler en Euskadi

- les démarches juridiques
- le droit du travail
- le droit fiscal
- la bourse transfrontalière à l'emploi de l'association Hemen

M. Dominique Biados, travailleur à Beasain

Quels avantages et quels inconvénients à vivre en Euskadi ?

Témoignage sur

- la vie interne en entreprise, comparaison Iparralde-Hegoalde
- la qualité de vie
- les rapports sociaux



Un Lema Eguna avec Jean-René Etchegaray, conseiller municipal de Bayonne, Ramuntxo Camblong et Nuria Lopez de Gereñu, ministre des Transports



Charles Iriart :

" Être basque, c'est admirer la splendeur de son pays "



Charles Iriart est adhérent depuis 1 an à EAJ-PNB. Il défend un abertzalisme pragmatique dégagé des idéologies de droite et de gauche qui n'auraient plus de sens.

Peux-tu te présenter ?

J'ai 60 ans, je suis né à Ascarat. Dentiste à Donibane Garazi depuis 1976, je suis spécialisé en orthodontie. Je suis resté 2 ans à Hasparren avant de m'installer à mon compte, à Garazi. Je suis impliqué dans la vie associative, en particulier dans la photo, en tant que fondateur du biltzar de la photo à Garazi. Je suis également musicien trompettiste dans un groupe local. Une passion liée à Garazi : la montagne. Ici, on est privilégié. En 10 minutes, on est à 1000 mètres d'altitude.

Comment es-tu devenu abertzale ?

Mon père était un ami de Mixel Labéguerie. J'ai baigné tout petit dans cette atmosphère abertzale, euskalzale bien que non bascophone. C'était l'époque où il était interdit de parler basque. J'ai bien essayé de l'apprendre. Nous suivions des cours à 8 pour l'apprendre. Nous rémunérions une personne en complément de son activité. Nous voulions parler basque en 4 ans. Cela a duré 2 ans et demi. Nous avons progressé mais elle a trouvé un travail plus stable à Hendaye et l'expérience s'est arrêté là. On se rend compte du trésor que l'on a : cette langue unique créée par nos ancêtres qu'il faut faire vivre. C'est une approche peut être intellectuelle renforcée par la conscience de devoir s'impliquer pour sauver l'euskara. Lorsque l'on voit les millions dépensés par l'Etat français pour restaurer des monuments et l'euskara non reconnu, on a vraiment l'impression d'être floué. C'est scandaleux. C'est l'attachement culturel qui m'a conduit à l'abertzalisme. Après, ici, à Garazi, on cotoie des agriculteurs qui mouillent la chemise, qui se battent pour vivre ici. Il y a un vrai ancrage abertzale, un environnement qui nourrit l'abertzalisme.

Comment définirais-tu être Basque ?

Quelqu'un qui vit dans et à travers son pays, qui est admiratif de sa splendeur, qui trouve du bonheur dans sa culture. Quelqu'un qui revendique son identité. Il faudrait parler l'euskara, mais ce n'est pas toujours évident. Mais au moins y être attaché, c'est déjà important. J'aide avec plaisir les associations qui défendent l'euskara.

As-tu milité dans d'autres mouvements ?

Je suis un ami de Peio Iralour et dans cette mouvance garaztar d'AB, j'aidais avec mon activité photo. J'ai l'ambition de voir un jour tous les abertzale ensemble, (une fois que Batasuna aura condamné la violence). La droite et la gauche, cela ne veut plus rien dire. On aura le temps de se diviser ensuite.

Quel souvenir gardes-tu de cette période ?

La vie locale d'AB se résumait pour l'essentiel à la période électorale. A EAJ-PNB, on se réunit plus régulièrement, tous les mois même en dehors des élections.

Si tu devais qualifier EAJ-PNB ?

Les personnes proches de la gauche abertzale nous qualifient de " bourgeois euskaltzale ". C'est étonnant, je ne me retrouve pas dans ce qualificatif. C'est très réducteur. De toutes les façons, j'ai toujours été un électron libre et le serai encore.

Comment est l'abertzalisme à Donibane Garazi ?

Ce qui bouge dans la vie sociale locale à travers les associations vient pour les 2/3 des cas des abertzale. Les réalisations culturelles, comme bientôt le carnaval viennent des abertzale. Je pense encore aux efforts réalisés par les agriculteurs avec actuellement Laborantza Ganbara. Ici 30% de l'activité dépend de l'agriculture.

Les gens s'en rendent compte et cela explique sans doute en partie la progression du vote abertzale ces dernières années. Sans la violence, cela irait encore plus vite.

Qu'apportent les élus d'EAJ-PNB à Garazi ?

La déviation du bourg est primordiale, notamment pour faciliter la vie économique du canton, pour lancer un tourisme intelligent, une qualité de vie engendrée par le calme. Je booste tout le monde dans ce sens. Espérons qu'avec Jean Michel Galant, président de la Communauté de communes, les choses avanceront. 3 abertzale à la mairie de Garazi dont 2 d'EAJ-PNB, cela change d' il y a 12 ans, où nous étions totalement absents. La présence de l'euskara devrait prendre une place plus importante dans la vie de la cité.



Euzko Alderdi Jeltzalea - Parti Nationaliste Basque



Imprimé sur papier recyclé

RENSEIGNEMENT ET ABONNEMENT

25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34 - fax 05 59 59 54 84

e-mail : lema@ej-pnb.eu - site : <http://www.eaj-pnb.eu>

Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

Abonnement annuel 20 euros

Responsables des Biltzar : Anglet-Biarritz, Txaro Goikolea 06 80 74 32 60

Basse-Navarre-Soule, Paco Arizmendi 06 80 88 55 85 - Bayonne, Philippe Duluc

06 07 98 11 96 - Hendaye, Marinette Aprendisteguy 05 59 20 73 31 - Labourd Intérieur,

Florian Martin-Halty 06 42 17 60 13 - Saint-Jean-de-Luz, Gaxuxa Elhorga 05 59 51 03 34.